

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 74

Mercredi 4 mai 1977

Prix : 1 F

Editorial :

PASSER A L'OFFENSIVE TOUS ENSEMBLE

DEPUIS plusieurs semaines, un profond mécontentement s'est manifesté chez les travailleurs de Guadeloupe et Martinique. Les grèves se multiplient dans différents secteurs de l'économie.

Dures et longues, toutes ces grèves témoignent de la montée du mécontentement et de la combativité des travailleurs.

En dépit de cette combativité, si dans certains secteurs, les travailleurs l'ont emporté, dans d'autres — comme celui de la canne — ils n'ont pas été vainqueurs.

C'est là le résultat de la politique des directions syndicales qui persistent, malgré la détermination des travailleurs, à organiser les luttes de façon fractionnée : d'abord les employés de l'aéroport, puis l'hôtellerie, puis la canne. En Martinique, les travailleurs de la Colas se battent seuls contre les licenciements, alors que plusieurs autres entreprises du bâtiment sont, elles aussi, sur le point de licencier du personnel.

Quelles qu'elles soient, les directions syndicales laissent les travailleurs se battre en ordre dispersé. La lutte se déroule au coup par coup alors même que c'est le sort de l'ensemble des travailleurs qui est en cause.

Les travailleurs au cours de ces derniers mois ont, dans toutes leurs luttes, avancé deux revendications : augmentation des salaires et pas de licenciements.

Sur ces deux revendications, il est à la fois possible et plus efficace de se battre suivant un plan établi pour l'ensemble des travailleurs.

Certes, il est nécessaire de riposter, même au coup par coup, à toutes les attaques des patrons. Il est nécessaire de réclamer des augmentations de salaire là où on travaille, pour faire face à la montée du coût de la vie. Mais précisément, ces revendications partielles ne suffisent pas à changer la situation. Le problème posé concerne l'ensemble des travailleurs des Antilles et la riposte exige une stratégie d'ensemble.

Il faut se battre pour des revendications qui permettent réellement de faire face à la situation de crise actuelle. Situation caractérisée par l'accroissement du chômage, par l'exil massif des jeunes.

Au niveau des salaires, il ne s'agit pas de présenter des revendications dites « raisonnables » ou « admissibles par les patrons ». Il s'agit encore moins, suivant l'expression chère à tous les syndicats de « rattrapage progressif ». Il faut exiger que les salaires ne soient pas plus bas qu'un minimum qui permette de vivre décemment. De même, il s'agit aussi de refuser systématiquement, voire d'interdire tout licenciement.

Face aux attaques il faut opposer : contre la hausse des prix, l'échelle mobile des salaires, contre les licenciements, le contrôle ouvrier sur les entreprises, contre le chômage, la répartition du travail entre tous.

Face aux revendications de salaires, certains patrons répondent en invoquant des difficultés économiques. Les travailleurs doivent répondre en exigeant l'ouverture de leurs livres de compte.

C'est sur un tel programme, et par des mouvements organisés pour l'ensemble de la classe ouvrière qu'il faut lutter.

Il faut contraindre les organisations ouvrières syndicales et les partis politiques à s'engager dans cette voie ou alors il faut y aller en se passant d'eux.

La période qui vient réservera sans doute bien des difficultés aux travailleurs. Patrons et Etat agissent main dans la main pour tenter de leur faire supporter les conséquences de la crise actuelle. Mais si justement les travailleurs bousculent les vieilles habitudes de luttes au coup par coup et font preuve de hardiesse, s'ils ont un plan et un esprit offensifs, ils auront les moyens, ils trouveront en eux l'énergie et l'ingéniosité nécessaires pour faire reculer les patrons avec leur Plan Barre et imposer les revendications qui sont vitales pour eux.

GUADELOUPE :

LES EMPLOYÉS DU COMMERCE EN LUTTE

Après une assemblée générale, le SPECOG, syndicat implanté dans plusieurs magasins à grande surface, a décidé de ne plus attendre pour faire aboutir des revendications présentées depuis plusieurs mois au patronat. La grève a été déclenchée le mercredi 6 avril, juste avant les fêtes de Pâques.

Aujourd'hui, plus de 3 semaines après, les grévistes du commerce tiennent bon, malgré les difficultés, malgré l'hostilité de la grande presse, malgré l'âpreté d'un patronat de combat.

Mais la grève du commerce a trouvé, malgré les inconvénients qu'elle entraîne, une grande sympathie parmi les couches laborieuses de la population.

Les principales revendications mises en avant sont les suivantes : augmentation de 500 F pour tous, prime de transport de 100 F, 13^e mois, prime de fin d'année, échelle mobile des salaires.

Ces revendications traduisent la détermination des grévistes. Ce cahier de revendications avait été du reste adopté depuis le mois de juin 1976 par les deux syndicats présents dans le commerce le SPECOG et la C.G.T.C. Celle-ci après bien des réticences avaient accepté le principe de l'augmentation uniforme défendu avec raison par le SPECOG.

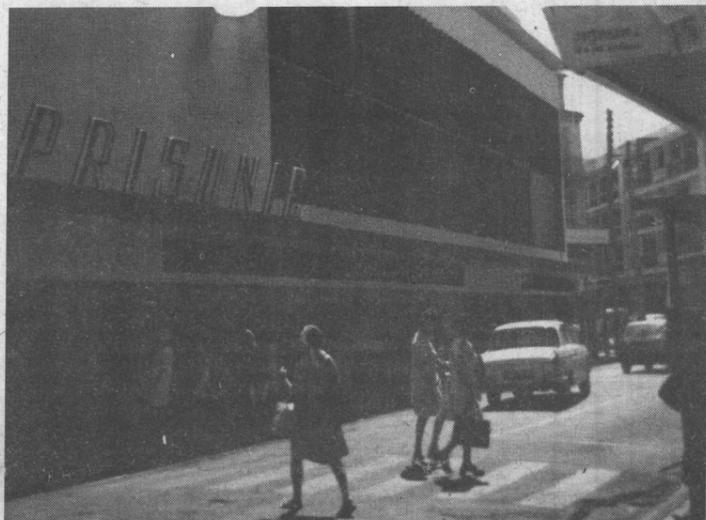
MARTINIQUE :

LES TRAVAILLEURS DE LA COLAS REFUSENT D'ÊTRE LICENCIÉS

DEPUIS le 24 avril, les travailleurs de la Colas sont en lutte contre le licenciement de 83 d'entre eux.

A l'annonce de ces licenciements, les ouvriers concernés soutenus par tous leurs camarades ont, dans leur grande majorité, refusé d'obtempérer à la volonté du patron. Ils ont refusé de toucher les indemnités de licenciement et sont retournés, comme à l'ordinaire, à leur travail.

Depuis plusieurs mois ces licenciements étaient prévus et annoncés. De multiples déclarations et prises de positions ainsi que des négociations à Paris



Le SPECOG a pris l'initiative de déclencher la grève après en avoir averti la C.G.T. deux jours avant, sans avoir réellement organisé et préparé le mouvement dans chaque entreprise. Ce qui eut pour conséquence que la grève a été suivie uniquement là où le SPECOG a une bonne implantation. La C.G.T.G. prenant prétexte de la décision unilatérale du SPECOG, eut ainsi la possibilité de créer une certaine confusion, notamment à Supérette Raizet où les syndiqués C.G.T.G. sont majoritaires. Ceux-

ci bien qu'ils aient voulu rejoindre le mouvement dès le début, ont été écœurés par l'attitude des responsables de la C.G.T., et de leur déléguée syndicale, hostiles à leur entrée en grève. Après une période de flottement, finalement ils ont repris le travail pour ne le quitter en signe de solidarité que quelques jours plus tard. Mais l'atmosphère générale n'était plus, quelques jours après, à la bataille comme au début.

SUITE EN PAGE 3 →

n'avaient rien changé aux plans de la direction de la Colas.

Aussi lorsque, vers le 12 avril, la Colas fit savoir qu'elle allait procéder au licenciement de 83 ouvriers, ceux-ci n'avaient que le choix entre se laisser jeter dehors sans combattre ou bien se préparer à résister aux menées patronales. C'est cette deuxième solution qu'ils ont choisie.

Devant les atermoiements des directions syndicales qui risquaient de les démobiliser et de les conduire à la défaite, comme cela s'est produit à la S.M.E.T. en décembre dernier, les travailleurs de la Colas ont eu la lucidité de comprendre qu'ils devaient compter avant tout sur eux-mêmes pour s'en sortir.

Les travailleurs de la Section syndicale de la C.G.T.M. se sont, sans le contrôle de la haute direction de la C.G.T.M., engagés dans la lutte contre les licenciements.

En agissant ainsi, ils ont mis de leur côté. Ils ont eu raison !

Aujourd'hui les travailleurs de la Colas veulent que les licenciements soient rapportés.

Ils proposent d'ailleurs des mesures immédiates : suppression de la sous-traitance, suppression des heures supplémentaires, la mise à la retraite effective à 60 ans à taux plein.

Pour l'instant tout cela est en discussion. Mais les travailleurs n'ont pas l'intention de se laisser bernier. Ils sont vigilants.

EN RÉPONSE A JUSTICE

Qui veut de la considération s'en procure

SOUS le titre : « L'anti-communisme de gauche : GRS et Combat Ouvrier », « Justice », l'organe du P.C.M., dans son numéro du 21 avril, accuse une fois de plus l'extrême-gauche de le prendre pour cible préférée. Mais ce qui distingue l'article en question de tous les précédents du même genre c'est que, pour une fois, « Justice » ne s'est pas servi du catalogue d'accusations gratuites assorties d'injures, habituellement utilisé pour parler des révolutionnaires. Non, cette fois-ci, « Justice » s'est donné la peine d'avancer quelques arguments politiques et quelques explications à l'appui de ses dires.

En gros, « Justice » nous reproche de « placer la gauche sur le même plan d'égalité que la droite » et de dire que la gauche au pouvoir ne mènera pas une politique différente de la droite, c'est-à-dire qu'elle mènera une politique de défense des intérêts de la bourgeoisie contre les travailleurs. Mais cet amalgame de la gauche et de la droite, ce n'est pas nous qui le faisons, c'est la gauche elle-

même qui, par toute sa politique passée et présente, s'est placée et se place encore sur le terrain de la défense des intérêts de la bourgeoisie. C'est le cas notamment en ce qui concerne les problèmes des peuples colonisés.

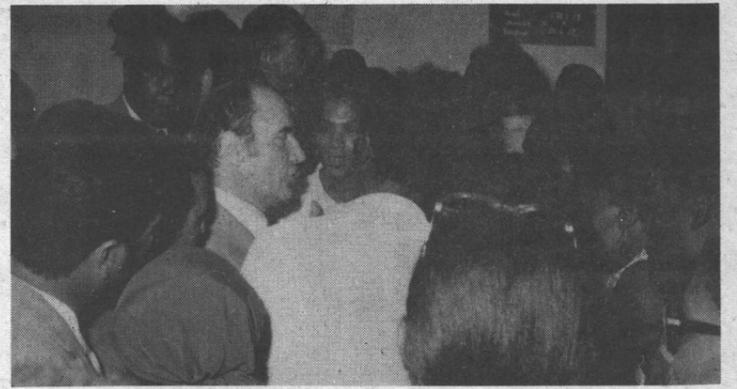
Or, si le Programme commun ne promet pas grand chose aux travailleurs français, il promet encore bien moins aux opprimés des Antilles, quand il aborde l'avenir de ces dernières colonies françaises que sont les D.O.M. Récemment d'ailleurs, Armand Nicolas, secrétaire général du P.C.M., interviewé à FR3, avait bien du mal à expliquer pourquoi, en « réactualisant » le Programme commun, la Gauche française veut déplacer le chapitre concernant les D.O.M. de la partie traitant de la politique étrangère à celle qui traite des problèmes institutionnels de la République française. Pour la Gauche, les D.O.M. feraient donc partie intégrante de l'Etat bourgeois français, et c'est sans doute ce qu'entend le P.C.M. par « autonomie démo-

cratique et populaire dans le cadre de la République française, moyen d'avancer vers le socialisme »...

Mais un coup d'œil sur le passé, quand la gauche était au gouvernement, doit rendre les travailleurs méfiants sur la volonté de décolonisation aujourd'hui affirmée par cette gauche, et justifie les affirmations qui font « Justice » s'indigner.

Ainsi, en 1945, alors que le P.C.F. avait plusieurs de ses membres ministres, c'est bien à un ministre communiste, Charles Tillon, ministre de l'Armée de l'Air, que la bourgeoisie française confia la tâche d'écraser dans le sang la révolte de Sétif en Algérie. Cette répression coûta quelque 45.000 morts au peuple algérien...

Les travailleurs antillais doivent aussi savoir qu'au temps où Mitterrand était ministre de l'Intérieur de Mendès-France, en 1954, il déclarait aux Algériens qui commençaient à revendiquer leur liberté : « Nous voulons que le peuple algérien soit de plus



en plus intégré à la nation française, et c'est parce que nous ne pouvons pas admettre qu'il s'en sépare que nous recourons à la force, comme dernier moyen pour maintenir l'intégrité nationale. » Et c'est ce même Mitterrand qui, deux ans plus tard, devenu alors Garde des Sceaux de Guy Mollet (à qui les députés du P.C.F. avaient voté les pouvoirs spéciaux pour intensifier la répression en Algérie), approuva l'envoi du contingent en Algérie en ces termes : « J'approuve l'emploi de la force militaire et la présence des soldats en Algérie, dans la mesure où cela constitue le dernier moyen de reconquérir un espace pour engager le dialogue. »... « La seule négociation c'est la guerre. »

Ainsi, d'après le P.C.M., c'est de ce même Mitterrand, qui laissa les Bigard et les Massu prati-

quer les massacres et la torture à grande échelle en Algérie, et qui n'a jamais renié son passé, c'est donc de ce même Mitterrand que les travailleurs antillais devraient attendre leur libération ? Eh bien les travailleurs antillais ont toutes les raisons de se méfier d'un tel homme qui aujourd'hui est paré de toutes les vertus du socialisme et qui hier faisait massacrer les peuples colonisés.

Non, les travailleurs antillais ne doivent pas avoir d'illusions sur ce que leur réserve la venue au gouvernement de la gauche en France. Leur émancipation, c'est eux-mêmes qui devront l'arracher, et les partis qui, comme le P.C.M., leur disent d'attendre sur un gouvernement de gauche, pour voir leur situation changer, ne peuvent les amener qu'à de cruelles désillusions et de cuisantes défaites.

Marianne TIBUS

Guadeloupe :

Dans la canne : Échec de la grève mais pas de démoralisation

A PRES deux mois et demi de grève, les ouvriers agricoles ont repris le travail. Ils n'ont obtenu ni les 3% d'augmentation que demandait l'U.T.A., ni la garantie de 10 jours de travail par quinzaine, et encore moins les 10% réclamés par la C.G.T.G. C'est donc par un échec que s'est soldée cette grève.

Malgré tout, une bonne fraction des travailleurs agricoles continue de lutter sur leur lieu de travail. C'est ainsi que le vendredi 15 avril, à Léotard (Sainte-Rose), à l'initiative de militants de l'U.T.A., ils barraient la route de Sainte-Rose à Pointe-à-Pitre pour réclamer la journée de travail

que la direction de Darboussier voulait leur supprimer. Ce fut un succès.

Le vendredi suivant à Darasse (Lamentin), les glaneuses se massèrent autour de Marchat, l'inspecteur de l'usine, pour exiger l'assemblage d'une tâche et non de deux.

Les ouvriers agricoles se battent donc fermement car, depuis la reprise du travail, ils connaissent des conditions de travail absolument désastreuses.

Les salaires sont de 65 F pour le coupeur et 63 F pour l'amarreuse. On constate bien sûr une augmentation de 13 et

de 11 F par rapport à la dernière récolte, mais elle est dérisoire par rapport à l'augmentation du coût de la vie. C'est donc un salaire toujours très bas que perçoivent les ouvriers agricoles.

De plus, les patrons tentent de rogner le plus possible sur les « avantages » acquis par les travailleurs depuis 1970.

Dans certains champs où se pratique la coupe à la surface (tâche de 90 à 110 m sur 5 à 4 rangées), la direction de l'usine place une seule assemblée pour deux coupeurs, payée pour une seule tâche. Ce n'est que vers 14 h que certaines ouvriè-

res quittent les champs. Et, quand elles ramassent la canne d'un seul coupeur, elles ne perçoivent que les 3/4 du paiement de la tâche.

Mais, incontestablement, le problème le plus grave dans les régions sucrières reste le chômage.

Bien des travailleurs et en particulier des femmes, se voient refouler le matin, et les journées de travail sont de plus en plus réduites. Rares seront les « quinzaines » de huit jours et de plus en plus fréquentes sont celles de deux jours.

La mécanisation à outrance s'accroît encore cette année

mettant au chômage des centaines de travailleurs.

Dans ces conditions, la misère s'accroît. Dans bon nombre de foyers, les besoins alimentaires les plus immédiats ne sont pas satisfaits. Les souffrances et les privations conduisent certains travailleurs à l'alcoolisme avec toutes les conséquences psychologiques, familiales et humaines que cela comporte.

Quoiqu'il en soit, les actions menées depuis la reprise démontrent que la combativité n'est pas morte et que les travailleurs de la canne n'ont pas dit leur dernier mot.

Mai 1967 - Mai 1977

Il y a dix ans les massacres colonialistes de Pointe-à-Pitre

DIX ans après la tuerie perpétrée en mai 1967 par le colonialisme français en Guadeloupe, et malgré la répression qui continue à sévir sous toutes ses formes, les travailleurs ont la tête haute. Après ceux de la canne qui sont restés en grève plus de deux mois, ceux du commerce sont à leur troisième semaine de grève.

C'est la preuve que le colonialisme français n'est pas arrivé à instaurer la peur dans les rangs des travailleurs guadeloupéens. Et pourtant, à chaque mouvement revendicatif, ils trouvent toujours en face d'eux les chiens de garde des capitalistes : gendarmes, C.R.S., et autres képis rouges. Ceux-là mêmes qui en mai 1967 allaient faire plusieurs dizaines de morts parmi les travailleurs, les jeunes et la population des quartiers populaires de Pointe-à-Pitre.

A l'origine de ce massacre de mai 1967, une grève des ouvriers du bâtiment qui réclamaient une augmentation de salaire de 2%. Alors que ceux-ci attendaient les résultats des négociations qui

avaient lieu entre leurs représentants et ceux des patrons, les forces de répression présentes allaient violemment attaquer les grévistes sous prétexte que des pierres avaient été lancées contre elles. Pendant deux jours et deux nuits, la terreur s'installa dans Pointe-à-Pitre. Plus de quarante personnes, en majorité des travailleurs, furent tuées par des hommes qui tiraient à vue sur toute personne présente dans les rues ; tout attroupement de plus de trois personnes fut interdit.

Puis il y eut les arrestations de militants anti-colonialistes connus, membres de différentes organisations — AGEG, GONG, VERITE — rédacteurs du journal « Le progrès social », mais aussi travailleurs pris pendant les manifestations, jeunes soupçonnés d'avoir lancé des pierres contre les C.R.S...

Le mouvement d'émancipation nationale de la Guadeloupe qui, sous l'impulsion du GONG, avait pris entre 1963 et 1967 un essor important se trouva freiné pour longtemps.

Des dizaines de jeunes furent emprisonnés en France et en Guadeloupe même. Si la plupart des dirigeants connus furent relâchés après le procès de la Cour de sûreté de l'Etat à Paris en 1968, il n'en fut pas de même pour ceux qui eurent la malchance d'être jugés en Guadeloupe. Certains purgèrent jusqu'à quatre ans de prison pour leur participation aux événements de 1967.

Après ces procès et les assassinats qui les avaient précédés, un certain découragement et une certaine peur s'installèrent momentanément en Guadeloupe parmi les travailleurs et les jeunes. Mais cela ne dura pas. Dès 1971, on assistait à un réveil des mouvements de grèves et des luttes anti-colonialistes. De nouvelles organisations remplacèrent celles qui avaient été affaiblies en 1967-1968 (naissance de l'U.T.A., de Combat ouvrier).

Egalement d'autres objectifs étaient fixés pour la lutte. Il existe maintenant un courant de travailleurs qui pensent qu'il faut non seulement se débarras-



ser de la tutelle coloniale, mais aussi bâtir un Etat qui soit celui des pauvres. C'est cela que défend notre tendance en appelant à se battre pour l'indépendance et pour un Etat ouvrier aux Antilles.

Aujourd'hui, plus que jamais les travailleurs luttent. Il y a certes, bien du chemin à parcourir encore pour avoir l'organisation et la conscience néces-

saires pour déclencher la lutte ouverte et directe contre le colonialisme. Mais le fait que, moins de dix ans après la répression de mai 1967 la classe ouvrière s'engage dans des luttes parfois dures contre le patronat et le pouvoir colonial témoigne de ses possibilités immenses pour l'avenir.

P. JEAN-CHRISTOPHE

LES EMPLOYÉS DU COMMERCE EN LUTTE

LA SEULE RÉPONSE AU DIKTAT DES PATRONS

LA GRÈVE GÉNÉRALE !

DÉPUIS le début de la grève, les patrons du commerce n'ont pas cessé de faire étalage de leur mépris vis-à-vis des travailleurs. Des appels ouverts à la trahison ont succédé aux lamentations hypocrites du début. C'est ainsi que, par l'intermédiaire du journal « France-Antilles », les patrons ont distribué aux travailleurs un formulaire à leur renvoyer pour dire qu'ils voudraient reprendre le travail. Mais le procédé n'a eu pour résultat que d'irriter un peu plus les grévistes du commerce. Les patrons espéraient ainsi pousser certains travailleurs à trahir leurs frères, ils en ont été pour leurs frais.

Et à l'heure où nous écrivons, la grève continue. Les Rimbaud et compagnie maintiennent leurs positions et posent comme préalable à toute négociation que les travailleurs reprennent le travail.

L'ultimatum des patrons signifie que ceux-ci refusent de re-

connaître aux travailleurs le droit de grève. Après avoir imposé bien longtemps des bas salaires et des mauvaises conditions de travail à leurs employés, ils prétendent maintenant faire dépendre l'amélioration du sort des travailleurs de leur seule bonne ou mauvaise volonté. Ils veulent en finir avec toute forme d'organisation ouvrière.

Mais si les patrons se permettent une telle arrogance, c'est parce qu'ils savent pouvoir compter sur le soutien des forces de répression. Ils savent que si la grève dure, la préfecture pourra intervenir en invoquant, comme d'habitude, des motifs d'ordre public. Et cette intervention, elle, ne sera qu'une opération militaire pour contraindre les travailleurs à reprendre le travail.

C'est pourquoi il est plus que jamais urgent que les travailleurs du commerce prennent cons-

science de la nécessité de bien s'organiser pour faire les Rimbaud, Auberry et tous les autres patrons ravalier leurs prétentions.

Mais l'ensemble des travailleurs devraient se rendre compte, eux aussi, que le conflit du commerce les concerne et les engage.

Aux ultimatums des Rimbaud, ce ne sont pas seulement les travailleurs du commerce qui devraient répondre, mais l'ensemble de la classe ouvrière.

Car c'est bien le droit de grève qui est remis en cause par Rimbaud et sa bande. Et tous les patrons attendent une défaite des grévistes du commerce pour s'attaquer aux travailleurs dans leurs entreprises.

A un acte dictatorial, c'est aussi par la force qu'il faut répondre, par la force de toute la classe ouvrière, par la grève générale.



LES EMPLOYÉS DU COMMERCE

SUITE DE LA PAGE 1

Qui dirige la grève ?

La grève du commerce a été en fait dirigée par le syndicat SPECOG, dont le principal dirigeant est Tomiche, militant anti-colonialiste, connu comme membre du groupe La Vérité.

Certains dirigeants du G.R.S. ont eux aussi joué un rôle dans ce mouvement — au travers de leur présence au sein du SPECOG.

Pour ces militants il n'y a pas de problème de direction posé dans la grève du Commerce. Pour eux tout est bien, puisque l'assemblée générale des grévistes se déroulait chaque jour et permettait aux travailleurs, selon eux, de faire « une grève reconductible donc sous la direction effective des travailleurs » (Article du G.R.S. - R.S. du 16-4). Cette idée est aussi défendue par Tomiche dans l'interview qu'il a accordée à R.S.

Il faut dire que bien évidemment cette grève du commerce se déroule d'une manière plus démocratique que bien des grèves dirigées par d'autres syndicats. Les travailleurs peuvent effectivement y intervenir et donner leur avis sur ce qui doit être fait ou sur ce qu'ils souhaiteraient voir entrepris. Là dessus, il n'y a pas de doute : il ne pèse pas sur les travailleurs du commerce le carcan bureaucratique que les syndicats appliquent en général aux luttes des travailleurs.

Mais une fois cette constatation faite, peut-on en déduire que les travailleurs « dirigent » effectivement la grève en cours. Nous ne le croyons pas. La seule manière pour eux de la diriger aurait été qu'ils se donnent un comité de grève. Celui-ci aurait alors regroupé une direction indépendante des directions syndicales.

Cela aurait évité la division qui s'est produite entre magasins syndiqués à la C.G.T.G. et ceux syndiqués au SPECOG. Les entreprises où le SPECOG est majoritaire sont entrées tout de suite en grève, tandis que dans d'autres où c'est la C.G.T. qui l'est, l'affaire a échoué. Et seuls quelques militants de base de la C.G.T.G. de Prisunic-Rai-zet ont publiquement pris position pour la grève, et appelé à constituer un comité de grève.

Le SPECOG n'a — soutenu en cela par les dirigeants du G.R.S. — à aucun moment envisagé la création d'un tel comité qui, au début de la grève, aurait permis de convaincre les syndiqués C.G.T. que la grève n'était pas l'affaire d'un syndicat mais de tous les travailleurs. Au lieu de cela la division sur des positions syndicales a eu le temps de s'installer et a entraîné la défection des travailleurs de certaines entreprises importantes.

Alors oui, dans ces conditions là, aujourd'hui le SPECOG peut déclarer que la grève est démocratiquement dirigée... par le SPECOG !

Mais ce ne sont pas ces seules considérations qui permettent d'établir la différence entre la direction démocratique du SPECOG et ce qui est une direction effective des travailleurs. La démocratie qui a eu cours allait dans un seul sens. Elle permettait aux travailleurs de répondre aux questions posées par les dirigeants qui acceptaient de consulter les travailleurs.

Or nous pensons que la direction des luttes cela signifie que les travailleurs du rang et pas seulement les permanents ou les responsables du syndicat prennent en charge eux-mêmes tous les problèmes de leur lutte — du plus petit détail à la question de tactique

la plus importante. Des militants politiques ou des responsables syndicaux n'ont pas à se substituer aux travailleurs. Ces derniers ont justement à faire eux-mêmes les expériences qui leur permettent d'apprendre à diriger et contrôler tout ce qui concerne leurs luttes. Quels que puissent être les conseils et l'aide que les organisations révolutionnaires peuvent par ailleurs leur donner. Aujourd'hui ils doivent apprendre à diriger une grève. Demain ce seront des luttes plus importantes. Et ce sera un jour le pouvoir qu'ils auront à exercer. C'est donc au travers des luttes comme celles d'aujourd'hui qu'ils doivent gagner en expérience et en confiance en eux-mêmes.

La vieille phrase du manifeste « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » n'est pas là pour la forme. C'est la pensée profonde des communistes révolutionnaires. On ne peut pas émanciper les opprimés et les exploités sans leur propre participation consciente. Ils doivent donc accéder à cette conscience au cours de leurs luttes.

Mais ces incidents n'ont pas empêché le mouvement de garder, dans les autres magasins, beaucoup de force et d'allant. Plusieurs centaines de grévistes se réunissaient au cours des premiers jours en Assemblée générale. Des équipes allaient devant d'autres magasins tenter de « débaucher » ceux qui travaillaient.

Dans les entreprises où ils vinrent s'expliquer, ils furent toujours accueillis avec sympathie.

Néanmoins, le manque de concertation entre les syndicats du commerce, C.G.T. et SPECOG, le manque de préparation (dont nous avons fait état) au niveau des employés eux-mêmes ont fait que la solidarité s'est organisée difficilement. Certaines entreprises — Sofroi, Supérette, Sofrig — ont participé à des débrayages de solidarité allant jusqu'à 48 heures. Mais ni Sofroi, ni Supérette, ni les autres magasins importants Bata, Carrefour Chanzy, Sofrig, etc., n'ont véritablement rejoint le mouvement.

Malgré cela, les travailleurs montrent leur combativité. Ils l'ont manifestée en particulier contre le directeur de la société la plus importante, les Ets Rey-

noird (Prisunic). Ce dernier, arrogant et méprisant, s'est fait tout naturellement le porte-parole des patrons refusant toute discussion, tant que les travailleurs n'ont pas repris le travail.

Les grévistes en colère le sequestrèrent durant 10 heures, pendant lesquelles ils lui crièrent leur colère et leur haine des exploités.

Les grévistes jusqu'à ce jour très déterminés sont décidés à tenir le mouvement jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Ils continuent de se retrouver très nombreux le soir pour s'informer de ce qu'ils feront le jour suivant. Les dirigeants du SPECOG ont, eux, affirmé, dans un meeting qu'ils respecteraient cette volonté des travailleurs.

Pour la première fois, depuis 15 ans, que se sont développées ces grandes entreprises commerciales qui exploitent des centaines d'employés de commerce, un grand espoir a surgi : les employés ont pris conscience qu'ils pourraient représenter une grande force. Il leur faudra encore, pour faire céder les patrons, plus que cela : il leur faudra prendre en main réellement l'organisation de leur mouvement.

LA SOUFRIÈRE

à l'heure des bilans :

« LA SOUFRIÈRE

A qui la faute ? »

de Bernard Loubat
et Anne Pistolesi-Lafont

● C'est le titre du livre qui vient de publier aux « Presses de la Cité » deux journalistes de Radio-Jumbo, Bernard Loubat et Anne Pistolesi.

A QUI LA FAUTE ?

L'exposé simple et minutieux des événements qui ont marqué la Guadeloupe en 1976 est plus qu'édifiant et révélateur, il est à lui seul un véritable réquisitoire contre la médiocrité, l'incompétence, les combines de certains scientifiques, l'irresponsabilité, la désinvolture cri-

minelle de l'administration préfectorale.

A la lecture de ce livre, on constate une fois de plus que le véritable mal dont a souffert, dont souffre la Guadeloupe, ce n'est pas la Soufrière, c'est le colonialisme. Un livre à lire et à faire lire.

LA SOUFRIÈRE

A qui la faute ?

de Bernard Loubat et Anne Pistolesi-Lafont. Edité aux Presses de la Cité. Prix : 35 F.

ENCORE DES CADEAUX POUR LES PATRONS

La situation économique se dégrade chaque jour davantage. Ce sont essentiellement les classes les plus exploitées qui en souffrent. Le chômage s'est aggravé : la seule sidérurgie a prévu la suppression de 20.000 emplois. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter : l'indice gouvernemental de l'INSEE dont on sait qu'il est réduit par rapport à l'indice des syndicats grâce à toutes sortes d'artifices, reconnaît lui-même une hausse de 0,9 % pour le mois.

C'est dans ce contexte qu'est intervenu le second Plan Barre. Le cynisme avec lequel a été présenté un tel plan comme étant un ensemble de mesures contre le chômage et l'inflation, n'a pas de bornes. La réalité est qu'une fois de plus on prendra dans le budget de l'Etat, c'est-à-dire dans la poche du contribuable ou du consommateur (par le biais de l'inflation) pour subventionner les patrons.

Barre a trouvé soi-disant un moyen pour supprimer le chômage : l'Etat paiera la part patronale de la Sécurité sociale pour les patrons qui embauchent des jeunes. Cette mesure, c'est

certain, ne créera pas d'emplois nouveaux. Mais, en attendant, il en coûtera 2 milliards 775 millions à la Sécurité sociale. Cela appelle une remarque. Lorsque, quinze jours plus tôt le gouvernement avait, sous le prétexte de faillite de la Sécurité sociale, décidé de limiter les remboursements aux malades, il préparait, au détriment de ces derniers, ce cadeau de plusieurs milliards aux capitalistes.

De toutes façons, le gouvernement n'en est pas à son coup d'essai. Depuis deux ans, au nom de la lutte contre le chômage, il « aide » largement des patrons. C'est ainsi que les capitalistes de la sidérurgie ont reçu des milliards qui leur ont permis de moderniser leurs entreprises afin de pouvoir licencier des dizaines de milliers de travailleurs.

Incapable de contraindre les patrons à créer des emplois, le gouvernement va utiliser les crédits de l'Etat en embauchant 20.000 vacataires dans la Fonction publique, ou en encourageant, mesure scandaleuse, le départ des travailleurs étrangers. Ce plan prévoit également une hausse du prix de l'essence et

quelques mesures sociales pour faire passer le reste.

Finalement pour les hommes politiques de la bourgeoisie, qu'il s'agisse d'ailleurs de Barre, de Chirac ou de Mitterrand, le problème n'est pas de résorber la crise, ce dont ils sont totalement incapables. Pour eux le plus important est d'éviter à la bourgeoisie d'être touchée trop fortement par la crise. Alors il faut bien trouver l'argent quelque

part, chez les ouvriers, les paysans ou les petits bourgeois.

C'est pour cette raison que le problème de la classe ouvrière n'est pas de choisir entre deux politiques qui tentent de remettre sur pied l'économie capitaliste, mais d'engager une lutte réelle pour empêcher, par la force, le patronat et le gouvernement de s'en prendre aux conditions d'existence des classes travailleuses.

Quand la droite étale ses divisions

La présentation devant l'Assemblée nationale du second Plan Barre a donné lieu à une véritable comédie au sein de la majorité. Le principal parti de la majorité, le R.P.R., était sur le point de voter contre le plan gouvernemental. C'est in extremis qu'il fut rappelé à la réalité par son chef de file, Chirac. Finalement les gaullistes ont voté pour Barre en clamant bien haut qu'ils ne lui font absolument pas confiance.

Cet incident n'est qu'un parmi d'autres dans la « guerre » que se livrent actuellement les différentes fractions de la majorité gouvernementale. A quoi tient-elle ? Au fond, c'est simple. La défense des intérêts de la bourgeoisie dans cette période de crise exige des mesures impopulaires, non seulement auprès de la classe ouvrière mais même auprès des couches populaires qui votent traditionnellement à droite. Cette impopularité, Giscard et Barre sont bien forcés de l'assumer, mais tous

ceux qui peuvent se défilier en cette période pré-électorale, essaient de le faire. C'est le cas du R.P.R.

Tout son jeu consiste donc sans faire sauter la majorité — car il risquerait de provoquer des élections anticipées qui ne l'arrangerait pas — à se démarquer le plus nettement du gouvernement. Son attitude actuelle lui est dictée par ses préoccupations électorales : il entend se placer le mieux possible pour affronter les élections législatives de 1978. Et en même temps il s'agit de préparer une relève ultérieure, au cas où la gauche l'emporterait en 1978.

Ces batailles au sein de la droite peuvent bien prêter à rire. Il n'en demeure pas moins que si la droite peut se permettre d'étaler au grand jour ses querelles intestines, c'est bien parce que les organisations ouvrières se refusent à mener une politique de mobilisation de la classe ouvrière.

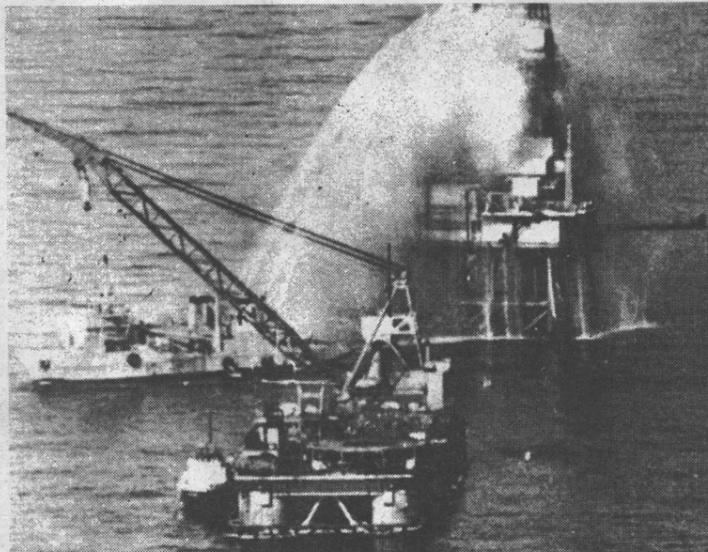
Salpêtrière : au Conseil de discipline l'AP en accusation

Nous avons annoncé dans notre journal le passage en conseil de discipline d'un agent antillais de la cuisine, accusé de vol par son chef, sans aucune preuve. Au conseil de discipline, l'administration, malgré son désir de soutenir les chefs, n'a pu mettre aucune sanction. Elle a seulement demandé un changement d'hôpital.

En effet trois agents antillais venus témoigner pour leur camarade, ont aussi dénoncé l'attitude autoritaire, injuste et raciste des chefs de la cuisine.

Un autre agent, français, invité par le chef, a refusé d'accuser à tort son camarade.

La solidarité a eu raison de l'administration.



Nord. Rien n'avait été prévu pour éviter l'accident, a fortiori pour y faire face. Les quelques rares mesures de sécurité étaient défectueuses. On raconte par exemple que des vannes de sécurité avaient été montées à l'envers.

Une fois de plus, nous avons sous les yeux un exemple concret de la nocivité de ces trusts, de ce système capitaliste. Pour tant, prévenir les risques est à

leur portée, cela demande simplement des investissements. Ces investissements, il faudrait qu'ils les prennent sur leurs profits et cela ils ne le veulent pas. Ils préfèrent plutôt mettre en danger la vie, l'existence de milliers d'hommes pour assurer leurs bénéfices.

Un exemple supplémentaire, pour nous convaincre de mettre fin à l'activité de ces parasites nuisibles qui tous les jours nous exploitent et nous oppriment.

Pour les immigrés : La carotte... et le bâton

● Une des dernières propositions du gouvernement, dans le cadre de la lutte contre le chômage, a été d'accorder un million aux travailleurs immigrés qui accepteraient de rentrer chez eux.

Il n'est même pas sûr que tous les travailleurs immigrés qui désirent rentrer bénéficient de cet argent. Même pour ceux qui le toucheront, le gouvernement ne fait pas un geste désintéressé : ce qu'il économisera en ne payant pas des indemnités de chômage — pour lesquelles les travailleurs immigrés ont cotisé — est bien plus important.

Ce qui est certain en tous cas, c'est que le gouvernement, après avoir utilisé ces travailleurs pour permettre aux capitalistes de faire du profit, cherche à habituer l'opinion publique à l'idée d'expulsion. Aujourd'hui, il y met encore la forme ; mais demain, c'est le bâton qu'il n'hésitera pas à manier — ce qu'il fait déjà en partie — pour expulser les travailleurs immigrés. Et, en passant, il essaie de réaliser une opération supplémentaire : dresser les travailleurs français et immigrés les uns contre les autres pour le plus grand bénéfice des véritables responsables du chômage, les capitalistes.

Les Moun'kika

● Les Moun'Kika, un jeune groupe antillais, vient d'enregistrer son premier disque.

Il se réclame de la « nouvelle chanson antillaise », celle qui transmet un message. Le sien : il faut que cela change, le combat doit continuer.

Dans leurs chansons, « D'lo ka monté mon' » et « Nègrès' en moïn fô sa changé », il dénonce l'oppression et la répression coloniale qui sévit aux Antilles, ainsi que la déchéance matérielle et morale dans laquelle les conditions de l'émigration forcée précipitent les Antillais.

Il mérite nos encouragements.

LES MOUN'KIKI

La nouvelle chanson antillaise
Production DROUG
B.P. 3316
44033 NANTES CEDEX

Prix : 12 F

Vous pouvez également vous le procurer par notre intermédiaire.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Jocelyn BIBRAC

Adresse
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214

97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)

ou BP 386

97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

BP 80

93302 AUBERVILLIERS
Cédex

IMPRIMERIE I.C.T.

51, rue Olivier-Métra 75020 PARIS

Commission paritaire
N° 51-728

TARIFS DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F
— sous pli fermé 1 an : 15 F

ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F

ETRANGER : écrire au journal

Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC

CCP 32 506-71 La Source

ÉMIGRATION

Les travailleurs antillais de l'AP s'organisent pour exiger la gratuité du voyage

● Lors des négociations sur le voyage aux Antilles, l'Assistance Publique s'est engagée, en novembre 1974, à verser une contribution qui s'élèverait à 75 % en 1975 et irait en augmentant pour atteindre 100 % en 1977.

Or, cette année, la direction de l'A.P., malgré une augmentation du crédit voyage de 500.000 F dans son budget, ne propose qu'une participation sous le prétexte que le nombre des candidats intéressés sera très important. Ainsi, à l'hôpital Boucicaut, la participation prévue est de 80 %, tandis qu'à Sainte-Anne et à Necker, il reste de 75 %.

Les travailleurs antillais ont décidé de ne pas accepter cela et se mobilisent dans les différents hôpitaux.

Ils exigent également de ne pas être obligés d'avancer l'argent du voyage, l'A.P. leur remboursant plusieurs mois plus tard, ce qui empêche certains de partir en vacances.

L'Assistance Publique s'est engagée à accorder le voyage gratuit aux agents antillais, elle doit payer !

Après la catastrophe d'Ekofisk :

LA RESPONSABILITÉ DES CAPITALISTES

Il aura fallu donc une semaine pour venir à bout du geyser géant (60 m de haut) qui déversait en mer du Nord 4.000 tonnes de pétrole brut par jour. La nappe de pétrole est maintenant de 30.000 tonnes et s'étend sur une étendue grande comme trois ou quatre fois la Guadeloupe ou la Martinique. Le bilan est lourd, ces tonnes de pétrole et les détergents susceptibles d'être utilisés pour les disperser vont causer d'énormes dommages à la mer. Déversé dans l'une des mers les plus poissonneuses du monde, ce pétrole risque d'exterminer la majeure partie des larves de poissons de 1977. Quant aux gros poissons qui survivront, le goût de leur chair les rendra impropres à la consommation.

Et c'est là la meilleure des hypothèses, car si ces nappes de pétrole venaient à se rapprocher des côtes d'un des pays du Nord, cela signifierait pour ce pays la mort quasi certaine de ses activités de pêche.

Bien sûr, cela aurait pu être pire, le pétrole aurait pu continuer à se déverser pendant des semaines, des mois encore.

Et c'est là que commence le scandale. Ce dénouement heureux, si l'on peut dire, n'est dû qu'à un coup de chance, qu'à l'existence de deux ou trois « cow-boy » qui miraculeusement ont réussi à colmater la brèche.

Car au départ rien n'avait été prévu par les sociétés qui exploitent les gisements de la mer du